

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 juillet 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Notes

(1) *Session 2010-2011.*

Sénat.

Documents. — Proposition de loi de Mme Defraigne, MM. Delpérée et Mahoux, Mme Taelman et M. Van Rompuy, 5-893 - N° 1. — Amendements, 5-893 - N° 2. — Rapport fait au nom de la commission, 5-893 - N° 3. — Texte corrigé par la commission, 5-893 - N° 4. — Amendements déposés après l'approbation du rapport, 5-893 - N° 5. — Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants, 5-893 - N° 6.

Annales. — 31 mars 2011.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, 53-1344 - N° 1. — Amendements, 53-1344 - N° 2. — Rapport fait au nom de la commission, 53-1344 - N° 3. — Avis du Conseil d'Etat, 53-1344 - N° 4. — Avis du Conseil d'Etat, 53-1344 - N° 5. — Amendements, 53-1344 - N° 6. — Rapport complémentaire fait au nom de la commission, 53-1344 - N° 7. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, 53-1344 - N° 8.

Compte rendu intégral. — 30 juin 2011.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 juli 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Nota's

(1) *Zitting 2010-2011.*

Senaat.

Stukken. — Wetsvoorstel van Mevr. Defraigne, de heren Delpérée en Mahoux, Mevr. Taelman en de heer Van Rompuy, 5-893 - Nr. 1. — Amendementen, 5-893 - Nr. 2. — Verslag namens de commissie, 5-893 - Nr. 3. — Tekst verbeterd door de commissie, 5-893 - Nr. 4. — Amendementen ingediend na de goedkeuring van het verslag, 5-893 - Nr. 5. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, 5-893 - Nr. 6.

Handelingen. — 31 maart 2011.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, 53-1344 - Nr. 1. — Amendementen, 53-1344 - Nr. 2. — Verslag namens de commissie, 53-1344 - Nr. 3. — Advies van de Raad van State, 53-1344 - Nr. 4. — Advies van de Raad van State, 53-1344 - Nr. 5. — Amendementen, 53-1344 - Nr. 6. — Aanvullend verslag namens de commissie, 53-1344 - Nr. 7. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, 53-1344 - Nr. 8.

Integraal verslag : 30 juni 2011.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2011 — 1919

[C — 2011/09550]

14 JUILLET 2011. — Loi modifiant la loi du 7 juillet 2002 contenant des règles relatives à la protection des témoins menacés et d'autres dispositions (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code d'Instruction criminelle*

Art. 2. L'article 103 du Code d'Instruction criminelle, rétabli par la loi du 7 juillet 2002 et modifié par la loi du 20 juin 2006, est complété par le § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le Ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur prennent, sur proposition de la Commission de protection des témoins, les mesures spécifiques absolument nécessaires en vue de garantir à tout moment la protection de l'identité et la sécurité des fonctionnaires de police visés aux §§ 2 et 3, alinéa 2, et des fonctionnaires visés au § 3, alinéa 1^{er}, dans la préparation et l'exécution de leurs missions. Il ne peut y avoir d'infraction quand des faits sont commis dans ce cadre. ».

Art. 3. A l'article 104, du même Code, rétabli par la loi du 7 juillet 2002 et modifié par la loi du 5 août 2003, les modifications suivantes sont apportées :

a) le § 1^{er}, alinéa 2, est complété par le 17^o, rédigé comme suit :

« 17^o l'inscription à une adresse de contact par dérogation à la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. »;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2011 — 1919

[C — 2011/09550]

14 JULI 2011. — Wet tot wijziging van de wet van 7 juli 2002 houdende een regeling voor de bescherming van bedreigde getuigen en andere bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen, hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het Wetboek van strafvordering*

Art. 2. Artikel 103 van het Wetboek van strafvordering, hersteld bij de wet van 7 juli 2002 en gewijzigd bij de wet van 20 juni 2006, wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. De minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken nemen, op voorstel van de Getuigenbeschermingscommissie, de bijzondere maatregelen die strikt noodzakelijk zijn om de afscherming van de identiteit en de veiligheid van de in §§ 2 en 3, tweede lid, bedoelde politieambtenaren en de in § 3, eerste lid, bedoelde ambtenaren bij de voorbereiding en de uitvoering van hun opdrachten te allen tijde te vrijwaren. Er kan geen misdrijf zijn wanneer feiten in dat verband worden gepleegd. ».

Art. 3. In artikel 104 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 7 juli 2002 en gewijzigd bij de wet van 5 augustus 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1, tweede lid, wordt aangevuld met het 17^o, luidende :

« 17^o het inschrijven op een contactadres in afwijking van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen. »;

b) le § 2, alinéa 2, est complété par le 3° rédigé comme suit :

« 3° l'octroi à la personne concernée d'une identité de protection temporaire et des documents strictement nécessaires à l'appui de cette identité.

L'identité de protection temporaire porte sur les nom, prénoms, date et lieu de naissance de la personne concernée.

Son octroi est révocable et ne peut entraîner aucun effet juridique.

Il ne peut y avoir d'infraction quand des faits absolument nécessaires sont commis dans ce cadre en vue de garantir la protection du témoin. ».

Art. 4. L'article 106 du même Code, rétabli par la loi du 7 juillet 2002, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Si la Commission de protection des témoins propose la mesure de protection spéciale visée à l'article 104, § 2, alinéa 2, 2°, le ministre de la Justice peut, par dérogation aux dispositions de la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms et aux articles 55 à 62 du Code civil, autoriser le changement des nom, prénoms, date et lieu de naissance de la personne concernée. La procédure de changement d'identité est uniquement appliquée à l'égard de personnes qui possèdent la nationalité belge.

D'après la nouvelle identité, le lieu de naissance de la personne concernée doit être en Belgique et sa date de naissance doit être modifiée le moins possible.

La nouvelle identité est déterminée sur proposition du Service de protection des témoins, après concertation avec la personne concernée ou son représentant légal, et est communiquée au ministre de la Justice par l'intermédiaire du président de la Commission de protection des témoins.

§ 2. Des registres spéciaux destinés à la transcription du dispositif de l'arrêté ministériel pris en exécution du § 1^{er} sont créés auprès des autorités communales selon les modalités déterminées par le Roi. Les autorités communales veillent à limiter strictement l'accès à ces registres spéciaux dans le respect de l'article 5bis de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.

Les registres spéciaux visés à l'alinéa 1^{er}, sont déposés au Service de protection des témoins, visé à l'article 103, § 2.

Les articles 34 à 54 du Code civil sont applicables aux registres spéciaux sous réserve du présent article.

§ 3. Dans les dix jours de la signature de l'arrêté ministériel autorisant le changement des nom, prénoms, date et lieu de naissance, l'original de cet arrêté est transmis au Service de protection des témoins. Ce dernier en informe le président de la Commission de protection des témoins qui requiert la transcription du dispositif de l'arrêté dans les registres spéciaux des autorités communales visées au § 2, qu'il désigne.

Les nouvelles données d'état civil produisent leurs effets à la date de la transcription. Le changement de nom s'applique dès cette date aux enfants mineurs à l'égard desquels il a été étendu.

A la diligence des autorités communales, les actes de l'état civil relatifs à l'ancienne identité des bénéficiaires, sont émargés d'une mention dont le modèle suit :

« Par application de l'article 106 du Code d'instruction criminelle, ... (nom et prénoms d'origine du bénéficiaire) a été autorisé à modifier ses données d'état civil en date du ... ».

§ 4. Le changement des nom, prénoms, date et lieu de naissance, est exempté du droit d'enregistrement.

§ 5. Par dérogation à l'article 45 du Code civil, il ne peut être délivré un extrait ou une copie d'un acte de l'état civil concernant une personne qui a fait l'objet d'un changement d'identité en application du présent article, qu'avec l'autorisation expresse de la Commission de protection des témoins. ».

b) paragraaf 2, tweede lid, wordt aangevuld met het 3°, luidende :

« 3° het toekennen van een tijdelijke beschermingsidentiteit en de strikt noodzakelijke documenten ter ondersteuning ervan aan de betrokken persoon.

De tijdelijke beschermingsidentiteit betreft de naam, voornamen, geboortedatum en -plaats van de betrokken persoon.

De toekenning ervan is herroepbaar en kan geen rechtsgevolgen met zich meebrengen.

Er kan geen misdrijf zijn wanneer strikt noodzakelijke feiten in dat verband worden gepleegd ter verzekering van de bescherming van de getuige. ».

Art. 4. Artikel 106 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 7 juli 2002, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Indien de Getuigenbeschermingscommissie de in artikel 104, § 2, tweede lid, 2°, bedoelde bijzondere beschermingsmaatregel voorstelt, kan de minister van Justitie, in afwijking van de bepalingen van de wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en de voornamen en van artikelen 55 tot 62 van het Burgerlijk Wetboek, de verandering van de naam, voornamen, geboortedatum en -plaats van de betrokken persoon toestaan. De procedure van identiteitswijziging wordt enkel toegepast bij personen die de Belgische nationaliteit bezitten.

Volgens de nieuwe identiteit dient de betrokken persoon in België geboren te zijn en dient de wijziging aan zijn geboortedatum minimaal te zijn.

De nieuwe identiteit wordt vastgesteld op voorstel van de Getuigenbeschermingsdienst, na overleg met de betrokken persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger en wordt door de voorzitter van de Getuigenbeschermingscommissie aan de minister van Justitie meege-deeld.

§ 2. Bijzondere registers voor de overschrijving van het beschikkend gedeelte van het ministerieel besluit genomen ter uitvoering van § 1 worden ingesteld bij de gemeentelijke overheden overeenkomstig de door de Koning bepaalde regels. De gemeentelijke overheden zien erop toe dat de toegang tot deze bijzondere registers strikt beperkt wordt, met inachtneming van artikel 5bis van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.

De in het eerste lid bedoelde bijzondere registers worden neergelegd bij de in artikel 103, § 2, bedoelde Getuigenbeschermingsdienst.

Onder voorbehoud van dit artikel zijn de artikelen 34 tot 54 van het Burgerlijk Wetboek van toepassing op de bijzondere registers.

§ 3. Binnen tien dagen na de ondertekening van het ministerieel besluit tot machtiging van de verandering van de naam, voornamen, geboortedatum en -plaats, wordt het origineel van dat besluit overgezonden aan de Getuigenbeschermingsdienst. Deze laatste stelt hiervan de voorzitter van de Getuigenbeschermingscommissie in kennis die de overschrijving vordert van het beschikkend gedeelte van het ministerieel besluit in de in § 2 bedoelde bijzondere registers van de gemeentelijke overheden, die hij aanwijst.

De nieuwe gegevens inzake de burgerlijke stand hebben uitwerking op de dag van de overschrijving. De naamsverandering geldt vanaf die dag voor de minderjarige kinderen tot wie zij is uitgebreid.

Door toedoen van de gemeentelijke overheden wordt op de kant van de akten van de burgerlijke stand betreffende de oude identiteit van de begunstigden een vermelding aangebracht volgens volgend model :

« Overeenkomstig artikel 106 van het Wetboek van strafvordering werd op ... aan (oorspronkelijke naam en voornamen van de begunstigde) toestemming verleend zijn gegevens van de burgerlijke stand te wijzigen ».

§ 4. De verandering van de naam, voornamen, geboortedatum en -plaats is vrijgesteld van registratierecht.

§ 5. In afwijking van artikel 45 van het Burgerlijk Wetboek kan enkel met de uitdrukkelijke toestemming van de Getuigenbeschermingscommissie een uittreksel of afschrift worden afgegeven van een akte van de burgerlijke stand betreffende een persoon van wie de identiteit overeenkomstig dit artikel gewijzigd is. ».

CHAPITRE 3. — *Disposition abrogatoire*

Art. 5. L'article 1^{er}, § 3, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiée par la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, inséré par la loi du 7 juillet 2002, est abrogé.

CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur*

Art. 6. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

—————
Note

(1) *Session 2010-2011.*

Chambre des représentants.

Documents. — Projet de loi, 53-1472 - N° 1. — Rapport, 53-1472 - N° 2. — Texte corrigé par la commission, 53-1472 - N° 3. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 53-147-N° 4.

Compte rendu intégral. — 15 et 16 juin 2011.

Sénat.

Documents. — Projet non évoqué par le Sénat, 5-1096 — N° 1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2011 — 1920

[C — 2011/09543]

15 JUILLET 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 mars 2008 établissant le règlement particulier du tribunal du travail de Neufchâteau

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, l'article 88, § 1^{er}, modifié par les lois du 15 juillet 1970, 17 mai 2006 et 3 décembre 2006;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 2008 établissant le règlement particulier du tribunal du travail de Neufchâteau;

Vu les avis du premier président de la cour d'appel de Liège du 6 avril 2011, du premier président de la cour du travail de Liège du 12 avril 2011, du procureur général près la cour d'appel et la cour du travail de Liège du 6 avril 2011, du président du tribunal du travail de Neufchâteau du 1^{er} avril 2011, de l'auditeur du travail de Neufchâteau du 21 mars 2011, du greffier en chef du tribunal du travail de Neufchâteau du 28 mars 2011 et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Neufchâteau du 25 mars 2011;

Sur la proposition du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 4 mars 2008 établissant le règlement particulier du tribunal du travail de Neufchâteau, modifié par l'arrêté du 20 mai 2009, l'alinéa 7 est remplacé par ce qui suit :

« La septième chambre siège les premier, deuxième, troisième et quatrième mercredis du mois à 9 h 30 m. ».

HOOFDSTUK 3. — *Opheffingsbepaling*

Art. 5. Artikel 1, § 3, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, ingevoegd bij de wet van 7 juli 2002, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingtreding*

Art. 6. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 juli 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

—————
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Wetsontwerp, 53-1472 - Nr. 1. — Verslag, 53-1472 - Nr. 2. — Tekst verbeterd door de commissie, 53-1472 - Nr. 3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 53-147 - Nr. 4.

Integraal verslag. — 15 en 16 juni 2011.

Senaat.

Stukken. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, 5-1096 - Nr. 1.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2011 — 1920

[C — 2011/09543]

15 JULI 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 maart 2008 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Neufchâteau

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, artikel 88, § 1, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1970, 17 mei 2006 en 3 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 2008 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Neufchâteau;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Luik van 6 april 2011, van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Luik van 12 april 2011, van de procureur-generaal bij het hof van beroep en het arbeidshof te Luik van 6 april 2011, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Neufchâteau van 1 april 2011, van de arbeidsauditeur te Neufchâteau van 21 maart 2011, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Neufchâteau van 28 maart 2011 en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Neufchâteau van 25 maart 2011;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 4 maart 2008 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Neufchâteau, gewijzigd bij het besluit van 20 mei 2009, wordt het zevende lid vervangen als volgt :

« De zevende kamer houdt zitting de eerste, tweede, derde en vierde woensdag van de maand om 9 u. 30 m. ».